

Les crédits

Ce que je tire de cela, c'est que les Canadiens aiment passionnément leur pays, qu'ils souhaitent que la situation s'améliore et qu'ils croient effectivement que le plan équilibré, juste et équitable du gouvernement va fonctionner.

Je suis impatiente de connaître le budget du ministre. Je suis persuadée qu'il écoute ce que disent les Canadiens et qu'il répondra à leurs besoins et aux besoins de ceux qui ont une influence sur notre économie nationale. Je termine là-dessus, en remerciant le député de m'avoir permis de parler aujourd'hui de ce sujet très important.

M. Jim Silye (Calgary—Centre, Réf.): Monsieur le Président, je félicite la députée pour son intervention même si je suis fondamentalement en désaccord avec elle sur son principe de base. J'aimerais avoir son opinion sur une observation.

Je siège avec elle depuis un certain temps au Comité permanent des finances, ce qui m'a convaincu de son désir sincère de trouver des solutions. Ses paroles réfléchies témoignent de son intelligence, aussi je voudrais lui faire une suggestion sur le moyen d'arriver à une solution.

• (1650)

Beaucoup de gens savent que si l'on cerne bien un problème, on a au moins de 50 à 60 p. 100 des chances de trouver la solution parce que l'on peut utiliser au mieux ses énergies.

À mon sens, le gouvernement n'a pas bien cerné le problème. Au Canada, nous avons un problème de déficit, de dette et de service de la dette. C'est la dette qui explique les taux d'intérêt élevés et ce sont ces taux d'intérêt qui constituent le principal problème du Canada. Par conséquent, le déficit fait partie du problème parce qu'il ajoute à la dette et que celle-ci a un effet à la hausse sur les taux d'intérêt.

J'irai lentement. Il y a trois éléments au problème: la dette, le service de la dette et le déficit. Le gouvernement affirme que le problème c'est le déficit et que si nous réduisons le déficit, nous allons régler le problème. C'est faux.

Au bout de trois ou quatre ans, le programme du gouvernement aura ajouté 90 ou 100 milliards de dollars à la dette, ce qui fera augmenter le service de la dette, peu importe le 3 p. 100 du PIB. C'est ce que tout le monde dit sur la scène économique mondiale. Les observateurs s'inquiètent de l'ampleur des coupes nécessaires. Cela ajoute au problème.

Le gouvernement aggrave le problème en pensant qu'il le règle, car son action ne porte pas au bon endroit. C'est pourquoi il est primordial que nous éliminions complètement le déficit de manière à ne plus faire augmenter la dette. Ce sont les sommes qu'il faut consacrer au service de la dette qui frapperont les gens mêmes dont le gouvernement se préoccupe, ceux qu'il veut aider. Le gouvernement majorera les impôts pour être utile, mais il nuira davantage à l'économie.

Si nous reconnaissons que le problème c'est le service de la dette, nous arriverons à des solutions différentes et nous constaterons que beaucoup sont déjà proposées par le Parti réformiste.

J'aimerais que la députée nous donne son opinion sur cette observation.

Mme Stewart (Brant): Monsieur le Président, j'ai bien aimé travailler avec le député au Comité des finances.

Il évoque une question très importante à laquelle j'ai fait allusion dans certaines de mes dernières observations. Non seulement devons-nous comprendre et prendre en considération ce dont les Canadiens ont besoin, nous devons malheureusement aussi tenir compte des gens de l'extérieur du Canada qui influent sur l'évolution de notre situation. Nous constatons donc que si les marchés étrangers sont à l'aise avec nous, s'ils ont confiance que nous avons vraiment l'intention de faire ce que nous disons et que nous allons agir comme nous le promettons, ils n'insistent pas et nous laissent un peu tranquilles.

Nous nous sommes beaucoup efforcés de faire comprendre très clairement au monde extérieur que nous tenons à maintenir la stabilité des prix. Dieu merci, nous avons réussi à garder l'inflation à des taux très faibles et parfois même négatifs. Cela nous aide à faire face à nos responsabilités à l'étranger.

Il faut par ailleurs exposer avec une clarté absolue en quoi consiste notre stratégie. C'est ce que nous avons fait. Nous avons clairement à cet égard que nous allons ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB, pardonnez-moi l'expression, c'est le ministre qui l'a dit, contre vents et marées.

Si le ministre peut le confirmer et assurer que telle est bien notre stratégie et que nous n'en démordrons pas, la confiance que cela contribuera à créer à l'étranger nous sera extrêmement utile. C'est qu'il nous a été difficile d'obtenir la meilleure croissance économique au monde, de lutter efficacement contre l'inflation et de réduire sensiblement le taux de chômage.

Après la mise en oeuvre de notre prochain budget, je pense bien qu'il sera de nouveau clair pour les marchés financiers que nous sommes résolus à mener ces mesures à bien et que nous avons bien l'intention de faire ce que nous nous engageons à faire.

M. Herb Grubel (Capilano—Howe Sound, Réf.): Monsieur le Président, je suis sensible au discours que la députée vient de prononcer. Il était plein de compassion, mais elle a aussi dit qu'elle avait le monopole de la compassion et que le Parti réformiste n'en avait pas du tout.

Je discute des orientations politiques et sociales depuis plus de 30 ans. Nous avons reconnu depuis longtemps que les discussions visant à déterminer qui montre le plus de compassion ne mèneront nulle part. J'estime avoir plus de compassion que la députée et que tout autre libéral.

La question n'est toutefois pas de savoir qui montre le plus de compassion, mais bien de trouver une solution rationnelle au problème, de sorte que notre compassion puisse se manifester concrètement. Voilà la question. Toutes les belles paroles ne mèneront nulle part. Notre pays court à sa perte, et nous devons trouver des solutions pratiques pour régler les problèmes auxquels nous sommes confrontés.